

3 avril 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'INSERM et la recherche médicale française, à Paris le 3 avril 2014.

Madame la Commissaire européenne,

C'est par votre présence la reconnaissance de l'Europe aux travaux de la recherche française que vous symbolisez,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les chercheurs,

Et surtout vous, Monsieur le Président, directeur général de l'INSERM,

Il y a cinquante ans votre institution était fondée. Pour une institution, 50 ans et vous l'avez rappelé c'est très jeune puisque vous avez eu des ancêtres particulièrement célèbres. Il existait déjà en 1964 un institut qui portait le nom d'Institut national d'hygiène. Cela ne révélait pas forcément l'ambition de la recherche. Alors le général de GAULLE décida de créer l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Un simple décret, signé dans l'été 1964 sûrement dans l'indifférence générale, allait pourtant bouleverser l'organisation de la recherche médicale.

J'en tire déjà une conclusion. Il est possible de faire la révolution par décret. Ce qui rend ceux qui les signent encore plus responsables de ce qui se fait ou de ce qui ne se fait pas, et les ministres plus modestes encore... Pourquoi faire une loi quand un simple décret suffit ? Pourquoi faire des lois toute l'année quand au mois de juillet et pourquoi pas au mois d'août ? on peut changer la donne ? C'est ce qui s'était produit, il y a 50 ans.

Aujourd'hui, l'INSERM est fort de 15 000 collaborateurs, riche de 300 laboratoires, à la tête d'un budget de presque 1 Md d'euros j'ai arrondi comme pour vous laisser une espérance et à l'origine de près de 10 000 publications scientifiques chaque année. C'est un résultat considérable.

L'INSERM n'est pas né de nulle part. Il n'a pas connu ses résultats simplement par la mobilisation des pouvoirs publics ou l'encouragement d'un budget. Cet institut a dû d'abord avoir des personnalités à sa tête je salue ici tous les directeurs qui se sont succédés et puis d'autres qui ont été pionnières dans leur domaine.

Je pense notamment à :

- Louis BUGNARD, qui a permis, il y a bien longtemps à des générations d'étudiants notamment d'étudiants en médecine d'aller se former aux États-Unis. C'est une banalité aujourd'hui. C'était une initiative considérable à l'époque et presque un facteur de scandale ! Comment envoyer nos meilleurs étudiants aux États-Unis avec le risque qu'ils y restent ? Sans doute certains ont pu faire ce choix. La plupart sont revenus. Il faut toujours faire le pari de l'aventure, de l'expérience partagée et donc de l'ouverture.

- Une autre grande personnalité Robert DEBRE. Il a été à l'origine de la réforme hospitalo-universitaire qui, même si elle a évolué, a gardé en son sein la recherche et la médecine.

- Et puis tous ces grands professeurs, Jean HAMBURGER, Jean BERNARD, Georges MATHE qui ont aussi œuvré pour faire entrer autant qu'il était possible la recherche médicale à l'hôpital.

Dans leur sillon, l'INSERM a su développer une recherche de pointe couronnée par un premier prix Nobel en 1980 attribué à Jean DALSSET puis en 2008 par un second décerné à

prix Nobel, en 1960, attribué à Jean DROUOT, puis en 2008 par un second, décerné à Françoise BARRE-SINOSSI, co-découvreuse du rétrovirus HIV avec Luc MONTAGNIER et Jean-Claude CHERMANN. Je la salue car elle est toujours présente dans les manifestations pour la recherche et quand l'essentiel est en jeu.

Au-delà de ces personnalités, au-delà de ces distinctions, au-delà de ces médecins qui se sont dévoués pour que l'INSERM soit ce qu'il est aujourd'hui, je voudrais saluer comme vous l'avez fait Monsieur le Président directeur général les chercheurs, les techniciens, les administratifs de cet institut qui repoussent ensemble les limites de la connaissance du vivant. Beaucoup viennent de l'étranger parce que vous avez acquis une réputation mondiale. Vous avez fait rayonner la recherche biomédicale française dans toutes les universités et les laboratoires.

Vous l'avez dit, Monsieur le Président, la recherche, la recherche fondamentale c'est le temps long. C'est promettre des avancées qui ne se produiront peut être jamais et, si elles se produisent, n'apparaîtront que dans dix ou vingt ans. La recherche fondamentale, c'est accepter l'échec mais c'est aussi imaginer l'imprévu. Nul ne peut anticiper ce que va donner la recherche fondamentale. C'est pourquoi elle doit être encouragée et soutenue. Mais quand la réussite est là, quand la découverte est faite, alors c'est une rupture.

L'exemple le plus spectaculaire, vous l'avez donné, c'est la médecine moléculaire. Cette médecine de l'infiniment petit où le diagnostic et le traitement se font à l'échelle des protéines. Lorsque Georges SCHAPIRA a créé en 1968, à Cochin, l'institut de pathologie moléculaire, il avait l'intuition de la rencontre entre la recherche clinique et les nouvelles sciences de la vie. De cette rencontre, allait naître une nouvelle médecine. C'est fait. Cette nouvelle médecine, c'est la médecine d'aujourd'hui.

Et puis, il y a eu l'augmentation de la puissance de calcul des ordinateurs qui vous ont permis de décrypter les mystères de l'ADN. Le décryptage du génome permet maintenant de comprendre bon nombre de maladies, d'en expliquer les causes et même d'en assurer les traitements. Je veux ici saluer l'INSERM qui a réalisé le premier séquençage complet du génome du virus de l'Hépatite B, dès 1979, ouvrant la voie au premier vaccin humain contre cette maladie.

La génétique favorise ainsi l'émergence de cette médecine prédictive qui prévient des maladies et qui peut même parfois les empêcher d'apparaître. C'est une nouvelle façon de concevoir les traitements. Le troisième Plan contre le cancer que j'ai annoncé, il y a quelques semaines, fait justement le choix de la génétique comme une de ses plus grandes priorités. Elle doit permettre l'avènement d'une médecine personnalisée où les traitements seront adaptés à chaque tumeur et à chaque malade.

Mais il n'y a pas que la génétique. Il y a aussi les progrès parallèles de la biochimie et de l'imagerie médicale qui ont, c'est vrai, ouvert à la recherche des neurosciences un champ infini. Les chercheurs déchiffrent les mécanismes de fonctionnement du cerveau et font espérer que, bientôt, nous pourrions mieux soigner les maladies neurodégénératives et mieux réparer les blessés de la moelle et du cerveau. Là aussi, de grands progrès grâce à vous ont été accomplis. Enfin dernière illustration le risque épidémique que l'on croyait disparu et qui ressurgit avec la mondialisation, avec la circulation des personnes. Les agents infectieux suivent les personnes. C'est ainsi il y a eu d'abord le SIDA. Mais maintenant nous avons d'autres alertes : maladies à prions, chikungunya, grippe, coronavirus et, aujourd'hui même, la fièvre Ebola.

J'étais hier à Bruxelles pour une réunion entre l'Union européenne et l'Union africaine. Nous avons parlé de tout comme souvent, c'est-à-dire de la sécurité, de la paix pour le continent africain, du développement, de la question du climat. Mais l'actualité a fini par ressurgir. De Guinée vient effectivement le risque d'une nouvelle épidémie. Il ne s'agit pas simplement de faire preuve de solidarité et de générosité à l'égard d'un pays qui est touché par cette maladie, mais tout simplement de nous protéger.

J'ai proposé pour l'Union africaine et l'Union européenne une alliance, une vraie alliance : une alliance pour la paix et contre le terrorisme, sûrement une alliance pour le développement et pour nous prémunir contre les dérèglements climatiques et aussi une alliance pour la santé. Là aussi, je veux saluer l'INSERM et tous les grands instituts français de recherche pour cette coopération que vous avez engagée avec nos amis africains.

La recherche française notamment dans le domaine de la santé s'est rassemblée. Ce n'est jamais facile et cela vaut pour toutes les professions, pour tous les organismes et même pour les partis politiques. Se rassembler, ce n'est pas facile. Chacun pense avoir son identité, sa singularité, sa particularité, ses personnalités. Vous, vous avez réussi comme d'autres parce que vous devez être un exemple pour d'autres à montrer que, sans rien perdre de l'originalité de vos instituts, vous pouviez vous réunir : l'INSERM, le CNRS, l'institut Pasteur, le CEA, les universités, l'INRA, l'INRIA et l'IRD. Tout cela dans une alliance pour les sciences de la vie et de la santé (AVIESAN) que vous présidez Monsieur SYROTA.

Grâce à AVIESAN, notre système est devenu plus réactif, plus efficace, plus lisible et donc plus fort. D'abord à l'international. Grâce à AVIESAN les partenariats sont simplifiés avec les laboratoires étrangers, avec les pays du Sud. Je parlais à l'instant des fléaux sanitaires qui peuvent être davantage jugulés et combattus.

L'alliance AVIESAN, c'est aussi d'avoir une stratégie de la recherche en France et de la valoriser. C'est l'espoir de nouvelles découvertes et c'est aussi le transfert vers les industries de santé. Parce que l'une de vos missions, c'est de faire que cette recherche puisse être utile et qu'elle puisse également contribuer à la vitalité de notre économie.

Là aussi, des décisions importantes ont été prises avec la création de l'INSERM-Transfert puis de l'INSERM-Transfert Initiatives en 2005, cette filiale dont vous me disiez, Monsieur le Président, comme pour me rassurer, qu'elle faisait des bénéfices. Me rassurer sans doute ! Et en inquiéter d'autres ! Comment ? Des bénéfices sur la recherche ? Pourquoi faudrait-il faire du profit dans ces domaines-là ? Mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de faire en sorte que la recherche puisse être valorisée, que vos travaux puissent être payés au juste prix pour que des industriels puissent s'engager. Il n'y a rien ici qui doivent être suspect. Au contraire, je ne vous encourage pas à renflouer le budget de l'Etat grâce à votre filiale, mais c'est un signe aussi de l'efficacité de votre institution.

La recherche biomédicale tire l'économie du pays. On se pose souvent cette question : quelles vont être les secteurs qui vont être dominants en terme de création d'emplois, de création de richesse dans les prochaines années ? Tous les travaux que nous avons demandés à nos plus grands économistes, à tous nos experts, à tous les grands industriels ont toujours mis l'économie du vivant comme l'une de nos priorités des plus essentielles, comme l'une de nos chances pour être les meilleurs dans le monde.

Si l'on songe à ce qui existe grâce à cette activité : 600 000 emplois directs et indirects sont déjà créés notamment dans les filières des biotechnologies. Il y a plus de plus de 7,5 Md d'euros d'investissement qui se font dans l'économie du vivant. Le gouvernement, à la suite du rapport GALLOIS, a donc fait de la santé et de l'économie du vivant l'une des premières priorités du redressement industriel de la France.

J'ai ensuite demandé à Anne LAUVERGEON d'imaginer ce que pouvaient être les innovations de rupture, c'est-à-dire celles qui allaient changer la donne pour les 30 prochaines années. Elle a identifié, avec une commission d'experts, la médecine personnalisée parmi les sept innovations de rupture sur lesquelles notre pays peut prétendre être demain leader mondial. Donc je veux insister là-dessus : la recherche n'est pas détachée de ce que nous avons à faire pour l'économie de notre pays. Sans recherche forte, il n'y a pas d'économie forte. Sans recherche publique, il n'y a pas d'économie privée dynamique. La recherche doit donc être une priorité pour la France.

Qu'est-ce que c'est une priorité ? En France nous n'avons que des priorités, c'est là le problème : on les additionne. Une priorité, c'est de dire ce que l'on fera et ce que l'on ne fera pas. Ou ce que l'on ne fera plus. C'est faire des économies là où c'est possible, pour mieux investir là où c'est indispensable.

La recherche, c'est un investissement. Elle est la clé de notre compétitivité. Elle est également aussi une invitation pour que la société se mobilise autour de sa recherche. C'est la raison pour laquelle dans le gouvernement que j'ai constitué avec le Premier ministre Manuel VALLS, j'ai voulu qu'il y ait un ministère plein de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche au sein duquel il y aura, bien sûr, l'Enseignement Supérieur et la Recherche qui seront

identifiés particulièrement et personnellement.

Une priorité, ce n'est pas simplement un ministère, sinon il en faudrait tellement ! Une priorité, c'est aussi des moyens budgétaires. C'est là que cela se complique dans un contexte de finances publiques difficile et où la Commission européenne nous facilite la tâche mais, en même temps, exige de nous. C'est légitime compte tenu de nos engagements.

Nous avons à faire des choix et à affecter des moyens à la recherche pour les prochaines années. J'ai également pris un engagement : la recherche publique sera sanctuarisée parce que c'est essentiel. Même si nous avons des économies à faire ailleurs, nous n'en ferons pas sur ce domaine fondamental pour notre pays.

Le gouvernement a défini un agenda stratégique pour la recherche « France/Europe 2020 » parce que nous sommes liés à ce qui se fait en Europe. Nous obtenons d'ailleurs de l'Europe des crédits importants et nous devons en obtenir davantage. Je ne dis pas cela parce que la Commissaire est là, mais parce que souvent, nous en avons parlé, nous n'avons pas suffisamment sollicité l'Europe, alors même qu'il existe des ressources. Dans cette stratégie, les orientations en matière de santé ont été précisées. Nous devons nous mettre sur les secteurs de pointe des biotechnologies : la génomique, l'imagerie fonctionnelle du cerveau, la biologie de synthèse, les cellules souches

Nous devons améliorer aussi l'efficacité de notre politique de santé c'est le rôle de Marisol TOURAINE dans toutes ses composantes, de la prévention à la réponse aux épidémies, de la prise en charge des maladies chroniques à l'accompagnement du vieillissement.

Nous n'avons pas que des ressources budgétaires, nous avons aussi les investissements d'avenir qui ont été déjà mobilisés puisque 190 projets sont financés dans le domaine de la santé pour un montant de 4 Md d'euros. La deuxième tranche du programme des investissements d'avenir va être libérée en juillet prochain. La recherche biomédicale y bénéficiera notamment de la création des nouvelles « Initiatives d'excellence », les fameuses IDEX, et également de nouveaux départements hospitalo-universitaires. Un plan de soutien sera lancé en faveur de la biologie des systèmes et des technologies numériques appliquées à la santé.

La recherche doit aller jusqu'aux soins. Aujourd'hui, les actions de recherche clinique conduites par les hôpitaux et les projets pilotés par les organismes de recherche sont conçus indépendamment les uns des autres. Il nous faudra regrouper, réunir, coordonner. Dès 2015, les actions de recherche impliquant les hôpitaux feront l'objet d'un lien avec l'alliance AVIESAN. Il y aura des appels à projet uniques, une programmation financière commune et une évaluation partagée.

L'enjeu, c'est toujours l'ouverture, le refus du cloisonnement, l'ouverture des organisations, l'ouverture des disciplines, l'ouverture à l'égard de la société, l'ouverture qui permet la créativité, l'ouverture qui est d'ailleurs le fondement même de la science. Mais c'est vrai que l'ouverture suppose, Monsieur le Président vous l'avez rappelé, de répondre aux interrogations de la société, d'être pleinement partie prenante des débats éthiques philosophiques et parfois politiques qui interrogent la science.

A notre époque, il n'y a pas que le chercheur. Où qu'il soit et dans quelque domaine qu'il travaille, il ne peut plus simplement être un expert, un spécialiste dans son laboratoire, coupé du reste de la société. Il a un rôle à jouer. Il en a d'ailleurs toujours été ainsi dans la démocratie. Le chercheur doit expliquer ce qu'il fait, fournir à la société les éléments dont elle a besoin pour débattre sereinement de son avenir, surtout quand cela touche ce qu'on appelle les « questions de société », c'est-à-dire tout simplement le vivre ensemble, la compréhension du monde. Quand on ne comprend plus le monde, quand on n'est pas capable ou plus capable de vivre ensemble, alors il y a cette perte de repère, de sens qui conduit à des expressions de violence, de haine ou de rejet de l'autre. Là aussi, la science a son rôle à jouer pour rassurer, pour donner une explication, pour fournir les clés de la compréhension.

C'est ce que vous faites, avec l'INSERM, à l'occasion de votre cinquantième anniversaire : faire aimer la science, la faire découvrir, la promouvoir, la valoriser. C'est le but d'un anniversaire : pas simplement de regarder le passé, mais de s'interroger sur les conditions de son avenir. Cela me

donne cette occasion de vous dire à vous, communauté des chercheurs, que la France doit toujours croire en la science, au progrès en la connaissance, au savoir humain. Il y a un lien très direct entre les grandes étapes de notre histoire et les avancées de la science. C'est dans les pages de l'Encyclopédie que sont nées la Révolution française, mais également les plus grandes constructions scientifiques. C'est la Révolution française qui ensuite a libéré les énergies pour d'autres étapes du destin humain.

Sous la République, il y a toujours eu cette idée que le progrès humain et le progrès scientifiques marchaient de pair. Chaque fois que l'école avançait, que la recherche elle-même donnait lieu à des découvertes qui faisaient notre honneur, c'est toute la République qui s'en sentait confortée, glorifiée, célébrée. C'est pourquoi le Panthéon a accueilli de grands scientifiques, parce que c'était une fois encore la manière pour la République de dire qu'elle avait confiance dans la science.

La République a toujours reconnu ses chercheurs. Quand elle ne l'a pas fait, elle a commis des fautes parce que la recherche, c'est faire avancer partout dans le monde l'esprit humain dans ce qu'il a de meilleur. Ceux qui contestent la science ne contestent pas simplement une recherche ou n'insistent pas pour en évoquer les risques & ils veulent mettre profondément en question l'idée même de progrès et de démocratie.

L'INSERM est l'atout de la France, parce que grâce à vous la France est une grande nation scientifique et une grande nation médicale. J'évoquais la réunion d'hier entre l'Europe et l'Afrique. Partout où je me déplace que le pays soit un pays avancé ou un pays pauvre, partout, chaque fois, la science française est considérée. Vous disiez vous-même que vous étiez deuxième en Europe, c'est déjà pas mal ! On a des ambitions quand on est deuxième. On peut toujours penser à être premier. Je le dis souvent. Et quand on est premier, on doit rester premier.

Mais ce que je veux ici saluer, c'est ce que la France a de plus exaltant, ce qu'elle a réussi avec la plus grande fierté possible, c'est la science, c'est la recherche. Et vous y contribuez donc.

L'INSERM est l'espoir de la France, parce que la France fait confiance à sa recherche pour relever les grands défis de la santé des 50 prochaines années.

Enfin, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, l'INSERM, c'est la fierté de la France parce que ce que vous faites, vous ne le faites pas pour vous-mêmes, vous ne le faites pas pour votre pays seulement, vous le faites pour l'humanité. Et c'est ainsi que vous ressemblez à la France.